

Délibération n° 2023-48
Budget rectificatif n° 1 (BR1) de l'exercice 2023

Le Conseil d'Administration de l'université des Antilles, dans sa séance du 31 mai 2023, sous la présidence de Monsieur le Professeur Michel GEOFFROY, Président de l'université des Antilles,

Vu le livre VII du code de l'Éducation,
Vu les statuts de l'université des Antilles,
Le Directeur des Affaires Financières entendu,

A délibéré :

Après s'être assuré du quorum suite à la présentation et aux débats qui s'en sont suivis, le Président de l'Université demande aux membres du conseil d'administration de procéder au vote qui porte sur les autorisations emplois (1), les autorisations budgétaires (2), l'équilibre financier (4), la situation patrimoniale (6) et les dépenses et recettes pluriannuels (9).

Résultat du vote :

Membres en exercice : 30	Pour : 26
Membres présents et représentés : 26	Contre : 0
Membres n'ayant pas pris part au vote : 0	Abstention : 0

Le budget rectificatif n° 1 de l'exercice 2023 est adopté, conformément aux tableaux 1, 2, 4, 6 et 9 à l'unanimité des membres présents et représentés du Conseil d'Administration.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Pointe-à-Pitre, le 1^{er} juin 2023

Le Président de l'université des Antilles



Pr. Michel GEOFFROY

Modalités de recours contre la présente délibération :

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce, dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission à la rectrice, en cas de délibération à caractère réglementaire.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr



**Tableau 1 - EPSCP
Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget rectificatif 1 2023**

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A) Emplois sous plafond Etat *		(B) Emplois financés hors SCSP		(C) = (A) + (B)
	Permanents	Titulaires	En ETPT	En ETPT	En ETPT	hors SCSP	
Enseignants-enseignants-chercheurs	Permanents	Titulaires	413	413			413
		CDI	3	3			3
	Non permanents	CDD	112	112	18		130
S/total EC			528	528	18	18	546
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)							
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	362	362			362
		CDI	10	10			10
	Non permanents	CDD	44	44	21		65
S/total Biatss			416	416	21	21	437
Totaux			944	944	39	39	983
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			983				983

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2)).

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3).

* : cf. article R715-54 du code de l'éducation ; "plafond d'emplois fixé par l'Etat relatif aux emplois financés par l'Etat"

** : cf. article R715-54 du code de l'éducation ; "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Etablissement UA

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT

	Dépenses				Recettes			
	BI - 0	BR - 1	BI - 0	BR - 1	BI - 0	BR - 1	BI - 0	BR - 1
Personnel	92 209 916,14	91 089 933,63	92 209 916,14	91 089 933,63	102 948 816,11	117 911 057,83	102 948 816,11	117 911 057,83
dont contributions employeur au CAS Pension	21 693 320,00	21 693 320,00	21 693 320,00	21 693 320,00	95 463 951,00	95 639 096,00	95 463 951,00	95 639 096,00
Fonctionnement	11 782 667,54	18 089 260,34	11 021 997,56	17 176 918,85	231 639,00	8 422 851,02	231 639,00	8 422 851,02
Dont AE = CP	8 697 347,78	11 517 199,43	8 697 347,78	11 517 199,43	3 395 090,44	9 883 009,55	3 395 090,44	9 883 009,55
Dont AE < CP	3 097 379,78	4 251 000,91	2 830 839,78	5 867 719,22	3 358 358,87	5 556 369,36	3 358 358,87	5 556 369,36
Investissement	2 218 340,99	12 417 067,56	5 093 123,20	18 704 911,13	-	-	-	-
Dont AE = CP	945 000,00	5 912 949,56	945 000,00	5 912 949,56	-	-	-	-
Dont AE < CP	1 273 340,99	6 504 019,00	4 148 123,20	12 852 961,57	-	-	-	-
TOTAL DES DEPENSES	108 210 924,67	119 595 291,53	108 925 026,08	127 013 369,41	102 948 816,11	117 911 057,83	102 948 816,11	117 911 057,83
Solde budgétaire - Excédent					5 978 410,85	9 592 395,48	5 978 410,85	9 592 395,48
								Deficit - Solde budgétaire

* Cheque enveloppe pour les dépenses en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du rattachement Opérations sur recettes Michéles (tableau 0)

Tableau 4 - EQUILIBRE FINANCIER

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT					
Besoins (utilisation des financements)			Financements (couverture des besoins)		
	BI - 0	BR - 1	BI - 0	BR - 1	
Besoins (utilisation des financements)					
Solde budgétaire (déficit) *	5 976 410,85	9 502 305,48	-	-	Solde budgétaire (excédent) *
dont solde budgétaire budget principal					dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire budget du SAIC					dont solde budgétaire budget du SAIC
dont solde budgétaire FU					dont solde budgétaire FU
dont solde budgétaire BAI					dont solde budgétaire BAI
dont solde budgétaire SIE					dont solde budgétaire SIE
Remboursements d'emprunts (capital) :	-	-	-	-	Nouveaux emprunts (capital)
Nouveaux prêts (capital) :	-	-	-	-	Remboursements de prêts (capital)
Dépôts et cautionnements	25 000,00	25 000,00	50 000,00	50 000,00	Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers **	32 800,00	32 800,00	90 000,00	101 200,00	Opérations au nom et pour le compte de tiers **
(décaissements de l'exercice)					(encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	-	-	-	-	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	6 034 210,85	9 560 105,48	140 000,00	151 200,00	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie	-	-	5 894 210,85	9 408 905,48	Variation de trésorerie
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	-	-	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	-	-	-	9 408 905,48	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
TOTAL DES BESOINS	6 034 210,85	9 560 105,48	6 034 210,85	9 560 105,48	TOTAL DES FINANCEMENTS

Tableau 6 - SITUATION PATRIMONIALE

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI - 0	BR - 1	PRODUITS	BI - 0	BR - 1
Personnel	92 173 097,68	90 894 681,64	Subventions de l'Etat	95 695 187,00	99 538 234,00
dont charges de pensions civiles*	21 602 301,00	21 602 301,00	Fiscalité affectée	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	11 430 686,30	14 807 156,94	Autres subventions	3 260 856,17	5 974 846,49
TOTAL DES CHARGES (1)	103 603 783,98	105 701 838,58	Autres produits	3 368 438,68	6 073 083,42
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	5 884 325,33	TOTAL DES PRODUITS (2)	102 824 483,85	111 586 163,91
TOTAL EQUILIBRE au compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	103 603 783,98	111 585 163,91	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	1 279 300,13	-
			TOTAL EQUILIBRE au compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	103 603 783,98	111 586 163,91

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI - 0	BR - 1
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	1 279 300,13	5 884 325,33
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 860 000,00	3 650 000,00
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 220 000,00	1 960 000,00
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-
- quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	450 000,00	1 720 000,00
= CAF ou IAF*	910 699,87	5 854 325,33

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BI - 0	BR - 1	RESSOURCES	BI - 0	BR - 1
Insuffisance d'autofinancement*	-	-	Capacité d'autofinancement	910 699,87	5 854 325,33
Investissements	4 936 252,20	12 374 637,07	Financement de l'actif par l'Etat	-	3 023 485,02
Remboursement des dettes financières	-	-	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	89 150,00	1 029 883,72
TOTAL DES EMPLOIS (5)	4 936 252,20	12 374 637,07	Autres ressources	-	65 548,56
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5)	-	-	Augmentation des dettes financières	-	-
			TOTAL DES RESSOURCES (6)	999 849,87	9 973 242,63
			PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6) - (5)	3 936 402,33	2 401 394,44

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

	BI - 0	BR - 1
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	3 936 402,33	2 401 394,44
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/23	-	31 352 734,00
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/23	-	24 618 127,00

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles
mai-23

Opérations	Montant total de l'opération	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement				Restes			
		AE ouvertes au titre des années antérieures (2)	AE consommées au titre des années antérieures (3)	AE reportées ou reprogrammées en année n (4)=(2)-(3)	AE nouvelles ouvertes en année n (5)	Total des AE ouvertes pour l'année n (6)=(4)+(5)	CP ouverts au titre des années antérieures (7)	CP consommés au titre des années antérieures (8)	CP reportés ou reprogrammés en année n (9)=(7)-(8)	CP nouveaux ouverts en année n (10)	Total des CP ouverts pour l'année n (11)=(9)+(10)	Restes à engager en fin d'année n (AE) (12)=(1)-(11)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP) (13)=(10)-(11)
REHABILITATION/RESTRUCTURATION bâtiment Enseignement de l'UFR SEN	3 400 000 €	3 400 000	346 703	3 053 297	-	3 053 297	2 020 379	550 070	1 470 309	141 000	1 611 309	-	1 239 621
2 Réhabilitation UFR de Médecine	541 828 €	32 713	22 976	9 737	7 595	32 713	7 595	7 595	25 406	-	25 406	509 115	7 595
3 Remplacement des groupes frigorifiques de l'UFR de Médecine	300 357 €	7 595	-	7 595	-	7 595	7 595	7 595	-	-	-	292 762	-
4 Remplacement des groupes frigorifiques de l'amphithéâtre	120 000 €	8 680	-	8 680	-	8 680	8 680	4 688	3 992	-	3 992	111 320	-
5 Remplacement des groupes frigorifiques de la BU de Fouillol	517 000 €	19 584	19 584	-	-	19 584	19 584	4 557	15 027	-	19 584	487 416	4 557
6 Extension et transformation de la BU de Fouillol (Phase Etudes)	257 000 €	257 000	39 060	217 940	-	217 940	39 060	4 557	34 503	70 000	104 503	-	147 940
7 PLAN de relance: Rénovation énergétique Amphithéâtre MERCAULT	797 853 €	797 853	797 853	-	-	797 853	67 717	18 147	49 570	560 426	609 896	-	169 710
8 (Remise en conformité des systèmes de ventilation) PLAN de relance: Rénovation énergétique bat TP-DOSEP	978 162 €	978 162	613 794	364 368	-	364 368	132 122	50 000	82 122	846 040	928 162	-	-
9 SEN - Appel à projet - Photovoltaïque Bâtiment Enseignement UFR	843 062 €	843 062	50 886	792 176	-	792 176	50 886	50 886	50 886	-	50 886	-	792 176
10 TP - Réfection du système de ventilation des sorbonnes du bâtiment	353 445 €	24 304	24 304	-	329 141	329 141	24 304	24 304	24 304	329 141	353 445	-	-
11 Remise en état - Post tempête FIONA	600 000 €	-	-	-	600 000	600 000	-	-	-	600 000	600 000	-	-
12 Mise en sécurité du bâtiment MERCAULT	95 000 €	-	-	-	95 000	95 000	-	-	-	95 000	95 000	-	-
1 Réhabilitation ancien bâtiment D.S.E (1ère phase -acc hand)	500 000 €	438 351	45 827	302 524	-	302 524	500 000	82 666	417 334	417 334	834 666	61 648	478 983
2 Réhabilitation ancien bâtiment LSH	1 300 000 €	1 300 000	-	1 300 000	92 768	1 392 768	100 000	-	-	-	1 392 768	92 768	1 392 768
3 Réhabilitation ancien bâtiment D.S.E (2ème phase)	700 000 €	500 000	-	500 000	47 849	547 849	99 457	-	-	-	547 849	152 151	547 849
4 Transformation et réhabilitation du RU en MVE	3 000 000 €	3 000 000	47 781	2 952 219	24 358	2 976 577	11 856	11 856	-	-	11 856	24 358	3 012 502
5 Etudes schéma directeur et réhabilitation partielle INSPÉ	700 000 €	230 000	-	230 000	53 708	283 708	-	-	-	422 014	422 014	416 292	139 306
6 Etudes faisabilité et préprogrammation d'un bâtiment de recherche transdisciplinaire	70 000 €	70 000	32 333	37 667	-	37 667	32 333	13 997	-	-	32 333	1 934 543	56 003
7 Acquisition d'équipements	2 000 000 €	65 457	-	65 457	-	65 457	90 000	4 961	-	-	90 000	1 934 543	60 496
8 Réhabilitation de la loge d'entrée en PC sécurité	350 000 €	28 345	28 345	-	321 655	321 655	28 345	14 173	-	-	28 345	-	335 827
9 Remplacement des centrales de climatisation IUT et STE	250 000 €	250 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	250 000	-
10 Mise en Place d'un SSI aux bâtiments 2,3,4 et 5 de l'INSPÉ de Fort de France	131 000 €	19 568	19 568	-	-	-	19 568	8 938	-	-	19 568	111 432	10 830
11 Plan de résilience N°2 - Amélioration énergétique du campus de Schoelcher	620 000 €	-	-	620 000	-	620 000	-	-	-	620 000	620 000	-	-
12 Mise en sécurité du bâtiment administratif du campus de Schoelcher	85 000 €	-	-	-	85 000	85 000	-	-	-	85 000	85 000	-	-
Total Programme Pluriannuel d'investissement (PPI)	18 509 707	12 270 574	2 089 004	9 931 660	2 269 479	12 201 139	3 284 599	775 917	2 181 048	4 185 565	6 963 965	4 219 554	7 150 271